



**COLLÈGE  
DE FRANCE**  
—1530—

11 place Marcelin Berthelot  
75231 PARIS cedex 5

## **MARCHE 2021-04**

**Rénovation audiovisuelle des amphithéâtres  
Marguerite de Navarre, Guillaume Budé, Maurice  
Halbwachs et des amphithéâtres 2 et 5 du  
Collège de France**

### **REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC) – Phase 1**

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES :  
Mercredi 10 février 2021 à 12H00**

## **ARTICLE 1 - OBJET ET DESCRIPTION DU MARCHÉ**

### **1-1 - Objet du marché :**

Le marché a pour objectif la fourniture, la pose et la mise en service d'un ensemble de systèmes audiovisuels permettant de répondre aux besoins de rénovation des amphithéâtres Marguerite de Navarre (420 places), Guillaume Budé (environ 100 places), Maurice Halbwachs (environ 100 places) ainsi que les Amphithéâtres 2 et 5 du Collège de France (environ 100 places), au 11 Place Marcelin Berthelot à Paris 5ème arrondissement.

Ces systèmes doivent permettre la captation audio et vidéo ainsi que la diffusion des cours assurées par les professeurs du Collège de France. Ils doivent aussi permettre l'automatisation totale ou partielle des processus.

**Ordonnateur désigné** : M. l'Administrateur du Collège de France ;

**Comptable assignataire** : M. l'Agent Comptable du Collège de France ;

### **1-2 - Forme du marché et références juridiques**

Le marché est soumis au Code de la Commande Publique (ci-après « le Code »).

Il s'agit d'un marché à prix forfaitaire.

Il sera conclu soit avec une entreprise seule, soit avec des entreprises groupées. En cas de constitution d'un groupement, dans le cas où il ne revêtirait pas cette forme lors du dépôt de son offre lors de la phase offre, le Collège de France se réserve le droit de contraindre le groupement attributaire à revêtir la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Il n'est pas permis à un candidat de présenter plusieurs dossiers en étant membre de plusieurs groupements, ou à titre individuel et en même temps dans un groupement.

Si un candidat membre d'un groupement est placé en liquidation judiciaires entre la remise de l'offre et la signature du marché, le groupement ne peut être modifié mais le groupement peut être autorisé par le Collège de France à effectuer les prestations sans ce membre et/ou en faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants.

### **1-3 - Décomposition en tranches ou en lot**

Le marché n'est divisé ni en tranches ni en lots compte tenu de l'unité de la prestation.

### **1.4 - Variantes, options et autres prestations**

Les variantes sont autorisées si elles conduisent à une solution innovante sans augmentation significative du prix et sous réserve des exigences minimales décrites au marché. Il n'est pas prévu d'options ou autres prestations éventuelles.

### **1-5 - Durée du marché**

Le marché est conclu pour une durée allant de la date de notification de l'acte d'engagement signé par le Collège de France au prestataire ou de l'ordre de service de démarrage des travaux notifié audit prestataire désigné attributaire du marché, jusqu'à la réception définitive des prestations.

## **1-6 – Codes CPV**

Les codes CPV de la consultation sont les suivants :

CPV principal : 32320000 - Matériel de télévision et matériel audiovisuel.

CPV complémentaires :

-48500000-3 - Logiciels de communications et multimédias ;

-31000000-6 - Machines, appareils, équipements et consommables électriques; éclairage ;

-32321300-2 - Matériel audiovisuel.

## **ARTICLE 2 – ORGANISATION DE LA PROCEDURE**

### **2.1 - Procédure de passation**

La présente consultation est menée dans le cadre de la procédure avec négociation, qui en vertu de l'article L2124-3 du Code, est la procédure par laquelle l'acheteur négocie les conditions du marché avec un ou plusieurs opérateurs économiques qui auront été préalablement autorisés par Le collège de France à déposer une offre et à participer aux négociations.

#### **Phases de la procédure :**

La présente consultation est scindée en deux phases distinctes :

-Une phase n°1 "Candidatures" : consistant en un appel à candidature avec remise de dossiers de candidature. Sous réserve d'un nombre suffisant de candidature le Collège de France sélectionnera 5 (cinq) candidats.

-Une phase 2 "Offres" : transmission du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE, incluant CCAP et CCTP), de ses annexes éventuelles et de tout autre document nécessaire à la consultation aux seuls candidats admis à poursuivre la procédure. Cette transmission sera suivie d'une remise des offres, puis d'une éventuelle phase de négociations.

### **2.2 - Liste des documents mis à disposition**

Le dossier remis aux candidats pour cette phase 1 comporte uniquement le présent Règlement de la consultation avec son annexe en fin de document.

### **2.3 - Délai de validité des candidatures**

Le délai de validité des candidatures est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des candidatures.

### **2.4 - Modifications de détail au dossier de consultation**

Le Collège de France se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des candidatures, des modifications de détail au présent Règlement. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### ARTICLE 3 – RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Le Collège de France informe les candidats que les documents du marché sont dématérialisés et ne sont pas disponibles sur support papier.

Les candidats auront la possibilité de télécharger les documents du DCE, documents et renseignements complémentaires via le site internet <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le Collège de France, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip ou Quickzip ou Winrar par exemple)
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft...)
- .doc ou .xls ou .ppt (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, Free DWG Viewer d'Informative Graphics, ...)

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme candidat, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, ou en cas de suppression de la dite adresse électronique. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté de téléchargement, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique.

## ARTICLE 4 – CONSTITUTION DU DOSSIER A REMETTRE PAR LES CANDIDATS

Chaque candidat devra produire les pièces suivantes :

- Une lettre de candidature (imprimé DC1) ou renseignements et attestations équivalents mentionnant, le cas échéant, la composition du groupement et indiquant les engagements du candidat individuel ou de chaque membre du groupement (attestation sur l'honneur et capacités) ;
- La déclaration du candidat (imprimé DC2) dûment complétée, comportant les pièces définies ci-dessous permettant l'évaluation de leur expérience, capacités professionnelles, techniques et financières ;
- La copie du ou des jugement(s) prononcé(s) en cas de redressement judiciaire ;
- Un pouvoir pour engager le candidat si le signant n'est pas le représentant légal de la société ;
- Les attestations d'assurances nécessaires en cours de validité couvrant les risques civils et professionnels liés à l'exécution du marché. Une actualisation de ces attestations sera demandée au prestataire qui sera désigné attributaire du marché au terme de la procédure.
- Une présentation générale du candidat (plaquette, brochure, etc...) ;
- Un mémoire comprenant :
  - La compréhension par le candidat des enjeux du projet du Collège de France ;
  - Une présentation détaillée et argumentée de références en rapport avec le projet sur les trois dernières années détaillant le type de client, la date et la durée du partenariat avec ces clients, le type de prestations réalisées, et les coordonnées des personnes que le Collège de France pourrait librement contacter si besoin ;
  - Une présentation de l'organisation générale du prestataire ;
  - L'organisation et la méthodologie interne du prestataire pour traiter les demandes clients ;
  - Les moyens humains du prestataire attestant de ses capacités et indiquant les effectifs moyens annuels et part du personnel d'encadrement sur les trois dernières années ;
  - Les moyens matériels dont dispose le candidat attestant des capacités ci-dessus mentionnées ;
  - Un engagement contractuel ferme à respecter dans son offre technique, en cas de sélections, les exigences minimales indiquées au présent Règlement, si la candidature du prestataire est retenue ;
  - Les actions et process du candidat en matière de développement durable et/ou de Responsabilité sociales et environnementale.

Les imprimés DC1 et DC2 vierges sont téléchargeables à l'adresse Internet :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE ;
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Les candidats renseignent les parties suivantes du DUME :

CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE : la partie IV - B 1a : chiffre d'affaires annuel « général » des 3 derniers exercices ;

CAPACITE TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES :

- la partie IV - C 1b) pour les marchés publics de fournitures et de services : les prestations principales de même nature réalisées sur les 3 dernières années. Cette liste peut être complétée par l'expérience datant de plus de 3 ans ;
- la partie IV - C8) : les effectifs moyens annuels pendant les 3 dernières années ;
- la partie IV - C10) : la fraction des prestations éventuellement sous-traitées.

Le collège de France n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises en cochant uniquement la partie IV du DUME – α « indication globale pour tous les critères de sélection ».

Le Collège de France applique le principe «Dites-le nous une fois». Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Tout document en langue étrangère doit être accompagné d'une traduction par un traducteur agréé, ou certifié conforme à l'original.

## **ARTICLE 5 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES**

Les candidatures et offres devront être remises par la voie électronique. Si le candidat adresse plusieurs candidatures différentes sous forme dématérialisée, seule la dernière reçue, dans les conditions du présent règlement, sous la forme dématérialisée sera examinée.

Les candidatures devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le Collège de France invite les candidats à disposer des formats ci-dessous.

- standard .zip
- Adobe® Acrobat®.pdf
- Rich Text Format.rtf
- .doc ou .xls ou .ppt
- .odt, .ods, .odp, .odg
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png

Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le Collège de France pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, le Collège de France se réserve la possibilité de rejeter la candidature du candidat.

Le candidat est invité à :

- ne pas utiliser certains formats peu courants, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

En cas de rematérialisation par le Collège de France des pièces transmises par voie dématérialisée, l'attributaire sera invité à signer manuscritement ces pièces.

#### **Modalités d'envoi des propositions dématérialisées :**

Le candidat reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la plateforme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr> et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du candidat à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des candidatures, le candidat est invité à se rapprocher du support technique de la plateforme.

Le marché transmis par voie électronique pourra être signé par le candidat attributaire au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics. Ils sont ensuite chiffrés.

Les catégories de certificats de signature utilisées doivent être conformes au Référentiel Général de Sécurité défini par le décret n°2010-112 du 2 février 2010 et référencés sur une liste établie :

- pour la France, par le ministre chargé de la réforme de l'Etat (<http://references.modernisation.gouv.fr>)
- ou, pour les autres Etats-membres, par la Commission Européenne  
([https://ec.europa.eu/information\\_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf](https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf))

Le candidat peut également utiliser un certificat délivré par une autorité de certification ne figurant sur aucune de ces listes. Dans ce cas, le certificat doit répondre à des normes équivalentes à celles du Référentiel Général de Sécurité défini par le décret n° 2010-112 du 2 février 2010. Si le certificat de l'autorité est officiellement référencé mais n'apparaît pas encore sur la liste mise à disposition (attente d'une mise à jour), le candidat devra produire les documents attestant de son état.

#### **Si le candidat n'utilise pas l'outil de signature de la plateforme de dématérialisation :**

Il doit joindre à son envoi électronique l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent au moins la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Les certificats de signature doivent être d'un niveau \*\* ou \*\*\* du Référentiel Général de Sécurité et le signataire doit joindre à son envoi électronique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature. De plus, seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés.

Le candidat reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens du Code civil, qui entre les parties a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au candidat de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

Le candidat devra s'assurer du chiffrage de son offre avant envoi. Il doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

### En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par le Collège de France peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé. Le Collège de France reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

### Copie de sauvegarde :

Lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier ou le cas échéant support physique électronique envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que :

- si un programme informatique malveillant est détecté ;
- si l'offre informatique n'est pas parvenue dans les délais suite à un aléa de transmission lié au fonctionnement de la plate-forme ;

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le Collège de France s'il n'est pas ouvert. Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé ou remis à l'adresse suivante avec les mentions suivantes :

Marché n° 2021- 04 : Rénovation audiovisuelle des amphithéâtres Marguerite de Navarre, Guillaume Budé, Maurice Halbwachs et des amphithéâtres 2 et 5 du Collège de France COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR. Collège de France Direction des Affaires Budgétaires et Financières / Pôle achats 11 place Marcellin Berthelot 75231 Paris Cedex 05
--

Tout dossier reçu par mail ou tout autre moyen de transfert de fichiers par voie électronique (wetransfer, filesender, etc...) ne sera pas recevable. Seule la réponse électronique par le profil acheteur est autorisée.
---

## ARTICLE 7 – ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Pour la réalisation du projet et en application de l'article R2161-13 du Code, les offres techniques et tarifaires remises par les prestataires, qui auront été préalablement sélectionnés et autorisés par à déposer une offre par le Collège de France, devront impérativement respecter les exigences minimales décrites ci-dessous, partie non négociable des Cahiers des Clauses Techniques Particulières pour chaque lot qui seront transmis dans un second temps.

### Exigences minimales :

- Les normes et réglementations en vigueur, applicables à l'audiovisuel à la date de signature du marché ;
- Les exigences du Collège de France en termes d'impact environnemental et de gestion des déchets ;
- L'obligation de résultat quant aux objectifs fixés par le cahier des clauses techniques particulières. Le titulaire doit adapter les moyens et les techniques mises en œuvre pour offrir les prestations demandées dans le respect des contraintes et normes AV en vigueur ;



-Vérifier qu'il n'existe pas de divergence entre les différents éléments constitutifs du marché et remonter les informations auprès de la MOA. Le cas échéant le titulaire supportera les frais et couts associés au regard des modifications à apporter sur le projet.

### 7.1 - Sélection des candidatures

Les candidatures seront jugées sur la base des critères pondérés suivants :

CRITÈRES	PONDÉRATION (/100%)
<b>Situation économique du candidat au regard du projet du Collège de France :</b> En fonction du Chiffre d'affaire moyen du candidat sur les 3 dernières années qui doit correspondre au minimum à environ 2 (deux) fois le montant prévisionnel du marché.	<b>40%</b>
<b>Qualité et adéquation des capacités professionnelles du candidat au projet du Collège de France :</b> En fonction du mémoire remis.	<b>50%</b>
<b>Moyens généraux du candidat pour le respect du développement durable et de l'environnement :</b> En fonction du mémoire remis.	<b>10%</b>

Au terme de l'analyse des dossiers de candidature, seuls les candidats qui auront été expressément sélectionnés par le Collège de France seront autorisés à présenter une offre initiale dans le respect des conditions, des délais et des stipulations des pièces du dossier de consultation qui leur seront transmis ultérieurement au lancement de la phase 2 : « Offres ».

### 7.2 - Négociation

L'attention des candidats est attirée sur le fait que, lors de la phase offre, conformément à l'article R2161-17 du Code, le Collège de France se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

S'il décide d'entamer des négociations, les candidats sont d'ores et déjà informés que le Collège de France pourra user de la possibilité qui lui est offerte par l'article R2161-18 du Code de réduire le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères de sélection des offres qui seront indiqués dans le règlement de la consultation propre à la phase 2, règlement qui sera publié au lancement de cette phase. Une (1) phase de négociation aura lieu a minima, pouvant être complétée par d'autres phases de négociations complémentaires si le Collège de France l'estime nécessaire

## ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires soit sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, soit par mail à l'adresse suivante : [marches@college-de-france.fr](mailto:marches@college-de-france.fr) à l'attention de M. Jérôme Colin.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres si la demande a été formulée en temps utiles.

Il est précisé que si vous avez téléchargé le dossier de consultation de façon anonyme, sans être inscrit sur la plate-forme, vous ne serez pas automatiquement prévenu des éventuelles modifications, compléments et réponses apportés aux questions posées par les candidats à cette consultation durant toute la durée de la consultation. Il est donc fortement conseillé de s'inscrire avant de télécharger.

## **ARTICLE 9 – VOIES ET DELAIS DE RECOURS**

Le candidat dispose des possibilités suivantes :

- Exercer un référé précontractuel contre la présente procédure de passation, devant le président du tribunal administratif, avant la signature du marché public ;
- Exercer un référé contractuel (dans les cas prévus à l'article R551-1 du code de justice administrative) dans les 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut dans les 6 mois à compter de la conclusion du contrat) ;
- Exercer un recours en pleine juridiction (ou recours «Tarn et Garonne ») dans les deux mois suivant l'accomplissement des mesures de publicité appropriées (avis d'attribution en procédure formalisée, ou en procédure adaptée, affichage, insertion sur le support publicitaire initial, etc...)

La loi française est seule applicable, le tribunal compétent est :

Tribunal administratif de Paris  
7 rue de Jouy  
75181 Paris Cedex 04  
Téléphone : 01 44 59 44 00  
Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

## ANNEXE – PRESENTATION DU COLLEGE DE FRANCE

### Le Collège de France

Le Collège de France est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche situé au cœur du Quartier latin à Paris. Son statut et ses missions en font un lieu unique au monde consacré à la recherche fondamentale et à la diffusion des connaissances. Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, on y produit et on y enseigne la recherche la plus audacieuse dans tous les champs du savoir, des mathématiques et des sciences de la nature jusqu'aux sciences sociales et humaines.

Voué à la recherche fondamentale, le Collège de France accomplit ses missions en partenariat avec le CNRS, l'Inserm et de nombreux autres établissements de recherche nationaux et internationaux. Il s'appuie sur la Fondation du Collège de France, reconnue d'utilité publique, et est membre associé de l'Université PSL.

[www.college-de-france.fr](http://www.college-de-france.fr)

### La recherche en train de se faire

En 1530, François 1<sup>er</sup> crée le Collège de France en nommant les six premiers lecteurs royaux pour l'enseignement du grec, de l'hébreu et des mathématiques, matières qui n'étaient pas enseignées à la Sorbonne.

Aujourd'hui, l'enseignement des 50 à 60 professeurs, chacun titulaire d'une chaire, porte toujours sur leur recherche « en train de se faire » plutôt que sur des contenus prescrits. Près de 900 chercheurs, ingénieurs, techniciens, et personnels administratifs les assistent. Une dizaine de chaires du Collège de France sont temporaires : chaires internationales d'une durée de cinq ans, ou chaires annuelles thématiques. Le Collège de France peut ainsi se maintenir au plus près de l'actualité scientifique, mais aussi des grandes questions qui agitent notre société.

Le Collège comprend six instituts (Chimie, Physique, Biologie, Monde Contemporain, Études littéraires, Civilisations), qui regroupent les chaires et abritent des laboratoires de recherche. Ceux-ci couvrent un vaste ensemble de domaines : des mathématiques à l'étude des grandes civilisations en passant par la physique, la chimie, la biologie et la médecine, la philosophie et la littérature, les sciences sociales et l'économie, la préhistoire, l'archéologie et l'histoire... On y trouve également une vingtaine d'équipes de recherche composées de jeunes chercheurs en biologie et en physique, et près de 250 doctorants et post-doctorants français et étrangers. Le Collège participe également à un grand nombre de programmes de recherche internationaux et européens, et à des contrats de recherche industriels.

### Le renouvellement des chaires

Parmi les professeurs du Collège, on compte dix lauréats du Prix Nobel et cinq de la Médaille Fields, ainsi que de nombreux savants qui ont marqué leur époque, tels Claude Bernard, Ernest Renan au XIX<sup>e</sup> siècle, Paul Langevin, Fernand Braudel, Michel Foucault, Pierre Bourdieu, ou Pierre Gilles de Gennes, au XX<sup>e</sup> siècle, pour se limiter à quelques noms. Depuis l'origine, une disposition essentielle a maintenu la vigueur créatrice de cette communauté savante : les chaires ne sont pas permanentes. Le renouvellement des chaires, dont le nombre oscille entre 45 et 50 (hors chaires temporaires), se fait en fonction des derniers développements de la science. Les nouveaux professeurs sont élus par l'Assemblée des professeurs : aucun grade universitaire n'est requis de celui qui se présente aux suffrages ; seules comptent l'importance et l'originalité de ses travaux. Ainsi, le Collège de France s'adapte en permanence à l'évolution des sciences et constitue un pôle d'animation de la communauté scientifique internationale.

### **Le public**

Les enseignements prodigués sont gratuits, ouverts à tous, sans aucune condition d'inscription, et le Collège de France ne délivre pas de diplôme. La période annuelle d'enseignement débute par un grand colloque interdisciplinaire, dit « colloque de rentrée ». Entre 120 000 et 140 000 auditeurs assistent chaque année aux cours et colloques. En 2019, les pages du Collège de France ont été visitées plus de douze millions de fois, et plus de six millions de contenus audio et vidéo provenant de sa riche bibliothèque de cours et colloques enregistrés ont été téléchargés.

### **Le rayonnement international du Collège**

Les relations internationales comprennent 4 volets principaux :

- Les professeurs peuvent, s'ils le souhaitent, donner une partie de leur enseignement à l'étranger, dans l'un des établissements avec lequel le Collège a signé des accords de coopération et où des chaires ont été créées pour accueillir les professeurs du Collège et favoriser les projets communs ;
- Près d'une trentaine de chercheurs étrangers sont invités chaque année au Collège pour y donner des enseignements ;
- La moitié des doctorants et post-doctorants accueillis dans les laboratoires du Collège de France sont étrangers ;
- Les postes diplomatiques français à l'étranger organisent chaque année des cycles de conférences données par les professeurs du Collège.

### **Bibliothèques et publications**

Le Collège de France possède des collections de livres rares et de manuscrits conservés dans des bibliothèques spécialisées abritant plus de 550 000 livres et documents. La bibliothèque patrimoniale rassemble les œuvres de tous les professeurs anciens et actuels du Collège, ainsi que des archives scientifiques, iconographiques et audiovisuelles s'y rapportant. Une partie importante de ces fonds a été numérisée, fonds consultables en accès libre à partir de la plateforme Salamandre (<https://salamandre.college-de-france.fr>). Le Collège publie chaque année entre 15 et 20 nouveaux titres, en plusieurs langues, parfois en partenariat avec des éditeurs, en format papier et électronique, également consultable en accès libre à partir de la plateforme OpenEdition Books (<http://openeditions.org>)

### **Le savoir en libre accès**

Le site internet du Collège de France contribue à son rayonnement national et international. Il donne accès aux utilisateurs à un très grand nombre de cours et colloques disponibles en format audio et vidéo.

Pour accéder à ces contenus, il suffit de suivre ces liens :

- vers le site du Collège de France : <https://www.college-de-france.fr/site/savoirs/index.htm>
- vers son compte iTunes : <http://bit.ly/cdfpodcasts>

Des entretiens vidéo avec des professeurs du Collège sont aussi disponibles sur la page YouTube à l'adresse : <http://bit.ly/cdfyoutube>